

Cette page peut être consultée en ligne à l'adresse <https://racingstub.com/articles/18261-microcosmes-2-2-hygiene-de-l'assassin>

Microcosmes (2/2) - Hygiène de l'assassin

★★★★★ (5 notes) 📅 01/07/2019 05:00 📍 Souvenir/anecdote 📖 Lu 3.262 fois 👤 Par strohteam 🗨️ 5 comm.



Vous avez aimé l'histoire d'André et du Racing ? Comment ils s'aimèrent, comment ils se plombèrent mutuellement ? Ca vous a plu, vous en demandez encore ? Et bien écoutez plutôt le deuxième épisode de la saga meinauvienne aux accents borgiesques. Cette fois on ne s'embête plus avec les apparences puisque le RCS devient effectivement une annexe de l'Hôtel de Ville. Qui SEM le vent du renouveau récolte un bien beau panier de crabes.

Reprenons où nous nous étions arrêtés. Handicapé par une gestion catastrophique du cas [Gilbert Gress](#) et une certaine difficulté à appréhender l'échiquier politique local après une décennie plus volontiers parisienne, [André Bord](#) a beaucoup perdu en moins de quatre ans : le conseil général, son poste de député et même le leadership au sein de sa famille politique. Le gadin entre le triomphe chez Bocuse en juin 1979 et la sortie au premier tour des municipales en mars 1983 est pour le moins brutal et a été conté dans [l'article précédent](#).

C'est pourtant au même moment que sort de terre le témoignage le plus durable de l'entregent du personnage et du formidable mais fugace élan autour du Racing. Un stade "à l'anglaise", c'est à dire compact, entièrement fermé et rectangulaire, avec des tribunes descendant au plus près du terrain. Le contraste avec l'ancienne Meinau est total et la conception novatrice à l'échelle d'un Hexagone où l'on préfère encore les vélodromes et autres stades multifonctions. Un investissement d'envergure, justifié par une ambition forcément continentale puisqu'il a été décidé dans le cadre de la candidature française pour le championnat d'Europe des Nations et débuté à une époque où le Racing naviguait entre la coupe de l'UEFA et celle des champions.

Sauf qu'entre les premiers traits de crayons de l'architecte et le dernier coup de peinture, le Racing a dégringolé sportivement, que ses dirigeants se sont étripés et que les affluences ont chuté à mesure que le spectacle se faisait moins réjouissant. En 1983/1984, Strasbourg réalise une morne saison dans le ventre mou avec quelques vieilles gloires et un entraîneur défensif (36 buts en 38 matches). L'affluence moyenne passe très péniblement [la barre des 10.000](#), et encore par la grâce de quelques affiches de gala. La dynamique est par ailleurs franchement mauvaise, les 20.000 personnes venues jauger ce énième Racing à la relance lors de la première journée se retrouvant 4.309 contre Auxerre pour le dernier acte, soit seulement 10% de la capacité théorique du nouvel outil.

Ce surdimensionnement patent ajoute un paramètre à une équation qui ne manquait déjà pas de complexité. Le stade a coûté 120 MF, soit 34,5M€ d'euros constants 2018. A l'échelle des famoureux projets des années 2010, c'est une broutille mais à l'époque c'est une sacrée somme pour un sport qui ne deviendra véritablement une passion nationale qu'en 1998. L'atmosphère à l'inauguration n'est donc pas des plus festives et illustre la dynamique politique du moment. [Sur une vidéo exhumée par l'INA](#), on voit ainsi un Marcel Rudloff presque embarrassé au moment de couper le ruban tandis que l'adjoint aux sports Robert Grossmann soigne son profil et qu'[André Bord](#) se trouve relégué au second plan en imperméable et lunettes noires, affichant ostensiblement une mine renfrognée non loin de son adversaire historique Daniel Hoeffel. Ces quatre personnages clés de la droite sortent de plusieurs années de déchirures et on imagine assez aisément l'ambiance glaciale qui devait régner autour du pauvre gamin désigné pour donner un trait juvénile à cet exercice suranné. La cérémonie d'avril 1984 n'est pas resté dans les mémoires. Elle marque néanmoins une vraie césure dans la chronologie politico-sportive du Racing. Désormais l'enjeu du stade, de son inertie comme de son devenir, devient centrale. La question ne cessera de refaire surface, sous différentes facettes, pour les 35 années à venir.

The Queen is dead, how

The Queen is dead, boys

Le mitan des années 1980 est de manière générale un moment charnière pour tout le football professionnel français. Les succès des Bleus de Platini en coupe du Monde et à l'Euro sont contemporains de deux changements majeurs : l'apparition de la concurrence dans le monde audiovisuel et l'intérêt grandissant des grandes fortunes nationales pour le sport de haut niveau. Les trois phénomènes sont évidemment étroitement liés et s'alimentent les uns les autres pour provoquer la première explosion financière à l'échelle du rectangle vert.

Côté écrans, les grandes manœuvres débutent en 1984 avec l'apparition d'une quatrième chaîne, privée et à péage, présidée par un intime du président de la République, André Rousselet. Canal plus s'intéresse très vite au football et révolutionne sa diffusion en institutionnalisant la retransmission en direct d'une rencontre lors de chaque journée de championnat. Une cinquième et une sixième chaîne suivront ainsi que la très importante privatisation de TF1 au profit de Bouygues dans la foulée de l'alternance de 1986. Dans ce paysage chamboulé, le football devient un produit d'appel phare, porté par les résultats plutôt probants de l'équipe nationale mais aussi des clubs : les Girondins de Bordeaux de Claude Bez vont jusqu'en demi-finale de la coupe des champions en 1985, chose inédite depuis la grande époque des Verts.

Cette médiatisation croissante attire forcément de nouveaux regards, pas forcément férus de ballon rond à la base. Jusqu'ici les clubs étaient en grande majorité gérés par des notables bien implantés localement, dont Roger Rocher a constitué l'archétype. Désormais, on voit apparaître dans le décor des grands patrons venus du CAC 40 raisonnant à l'échelle nationale, voire mondiale. Jean-Luc Lagardère a ouvert le bal avec le Matra Racing en 1982, Bernard Tapie le suit en 1986 avant que la boucle soit bouclée en 1991 avec la prise de contrôle du PSG par Canal plus - avec en toile de fond la Générale des Eaux, future Vivendi.

L'afflux soudain d'argent provoque très logiquement une forte augmentation du montant des transferts, des salaires et donc des budgets. C'est une aubaine pour beaucoup de clubs qui apprendront très vite à monétiser leurs joueurs prometteurs auprès des nouveaux mastodontes, l'exemple de l'AJ Auxerre étant à ce titre emblématique. C'est en revanche une très mauvaise nouvelle pour certaines institutions à bout de souffle qui doivent renouveler un effectif vieillissant au pire moment. C'est ainsi que Saint-Etienne est symboliquement défait par le Matra Racing en barrage en mai 1984 et descend en seconde division avec, là aussi, un stade tout neuf.

La situation n'est guère meilleure à Strasbourg. Sans grande fortune personnelle et progressivement lâché par tous les membres d'un comité de gestion qu'il a lui-même vitrifié pour s'arroger les pleins pouvoirs, [André Bord](#) ne saurait fournir les fonds nécessaires à la relance du Racing dans un tel contexte inflationniste. Sa dernière tentative aura été de faire venir Merry [Krimau](#) pour un bide retentissant et de rapatrier [Albert Gemmrich](#), lequel n'aura pas non plus fait des étincelles. Les deux repartent aussi sec, en même temps que [Félix Lacuesta](#), [Olivier Rouyer](#) et surtout [Dominique Dropsy](#) - à qui on propose un renouvellement *a minima* alors qu'il est courtisé par le champion bordelais. Pour faire vivoter son club le président n'a qu'une seule solution, aller tendre la sébile auprès d'une municipalité tenue par ses adversaires politiques.

Ce schéma qui voit le déficit du Racing épongé par la mairie via un emprunt plus ou moins bidon est une tarte à la crème dans l'histoire du club. Les années Léopold et le début de l'époque Bord avait cependant témoigné d'une certaine assise financière, évidemment corrélée aux succès sportifs. Le cycle vertueux n'a hélas pas duré et Marcel Rudloff se trouve face à un choix délicat. Il n'a évidemment aucune envie d'ouvrir les vannes au profit d'un club tenu par un rival, qui s'est présenté en corsaire contre sa liste d'union UDF/RPR en 1983 et pourrait bien faire de même en 1989. Pour autant, il serait scabreux d'abandonner totalement le Racing avec son stade flambant neuf payé par le contribuable. Par ailleurs, les législatives et les régionales se profilent en 1986 et il serait de bon ton de recoller quelques morceaux du portrait de famille en amont de ces échéances. En bon humaniste rhénan, le maire va choisir un compromis qui ne mécontente personne mais ne satisfait pas grand monde non plus. La collectivité remet au pot mais on demande à [André Bord](#) de prendre un peu de recul. On le remplacera à la tête de la section pro par un membre historique et dévoué du club qui a l'avantage d'être peu mêlé au bisbilles précédentes. Il s'agit de [Jean Willaume](#), le troisième président champion du RCS, à la tête du handball en 1977.

Love will tear us apart, again

L'histoire pourrait s'achever là, mais si on a pu dire qu'en Alsace "*le contraire est toujours vrai*" on sait aussi parfaitement qu'au Racing les choses simples deviennent invariablement compliquées. Formaté par des décennies de manœuvres d'appareil, le président Bord a pris grand soin de se mitonner dès son arrivée des statuts très protecteurs qui lui réservent les pleins pouvoirs. Ces textes orchestrent notamment une période minimum de plusieurs mois pour entériner tout changement à la tête du club. La règle est étrange et freine la transition, on la comprend mieux si l'on se remet dans le contexte ayant présidé à sa naissance. Il s'agit en vérité d'un moyen de se prémunir contre les brusques retournements de majorité au sein du comité ayant émaillé l'histoire du Racing dans les années 1970, le dernier en date ayant été orchestré par... [André Bord](#) en juin 1979 pour débarquer [Alain Léopold](#).

Le Racing fonctionne ainsi au cours de la saison 1985/1986 avec un attelage pour le moins byzantin. [André Bord](#) reste président et garant financier mais il donne délégation en décembre 1985 à [Jean Willaume](#), [qui peine un peu à expliquer pourquoi il est là](#) si ce n'est que le maire voulait quelqu'un "*d'un certain âge*" et qu'il part bientôt en préretraite. Dans un tel contexte de flou artistique, on ne

s'étonnera guère de voir l'équipe plonger sportivement. En cet hiver 1986, le Racing s'encalmine pour de bon dans une zone de relégation qu'il avait déjà aperçue d'un peu trop près en fin de saison précédente. Pas beaucoup plus de succès pour [André Bord](#), qui loupe le coche aux législatives alors qu'il était cette fois sur la liste officielle. L'ancien ministre est piégé par un jeu qu'il a lui-même pratiqué puisque victime d'une dispersion des voix au profit d'une liste dissidente où l'on retrouve son *nemesis* de toujours, Robert Grossmann.

Intronisé officiellement président de la section pro en mai 1986, [Jean Willaume](#) se révèle pas si fantoche que ça et se fait fort de relever le challenge de la remontée en première division en maintenant [Francis Piasecki](#) et en rapatriant notamment l'inénarrable [Didier Six](#). Le nouveau président remet en place un fonctionnement plus collégial et recrute pour ce faire quatre anciens dirigeants ayant vécu le titre de 1979 : [Nicolas Wiltberger](#), [René Maechler](#), Pierre Koenig, Francis Kappeler. De prime abord l'idée peut sembler pertinente, on réintègre au sein du club des personnes l'ayant mené au succès et on élargit aussi quelque peu l'assise financière du comité de gestion. Mais c'est aussi une évidente provocation car on parle d'opposants historiques à [André Bord](#). Wiltberger a suivi Léopold par solidarité dès juin 1979. Les trois autres ont choisi le camp Gress en claquant la porte peu avant la crise de l'automne 1980. Dans un contexte de haines recuites, c'est un mouvement d'ampleur au sein du microcosme.

Face à un tel chiffon rouge, la riposte est inévitable. [Daniel Hechter](#) vient d'être absous de sa sanction consécutive au scandale de la billetterie du Parc des Princes et cherche notoirement à se relancer dans le football. [André Bord](#), toujours président général du Racing, a gardé de bons réseaux à Paris et approche le couturier dans les loges de Roland Garros. Hechter ne se fait pas prier, débarque à Strasbourg en pleine confiance et fait de grandes promesses, pour se voir aussitôt éconduit par le comité Willaume. Il ne lâchera cependant pas si facilement l'affaire. Au cours de l'été 1986 on voit fleurir une "association pour le renouveau du Racing", toute sortes de tribunes et de lettre ouvertes et le quotidien de la rue de la Nuée Bleue semble également penser qu'un Racing vraiment ambitieux mériterait un homme d'envergure nationale. Après des années de luttes en coulisse, le linge sale est cette fois lavé en public à grand renfort de conférences de presse et de lobbying. Certains, comme [Emile Stahl](#), observent et ne s'engagent pas tandis que la mairie, qui tient pourtant les cordons de la bourse, semble ne rien contrôler du tout dans ce fichu bazar. Accablé par une violente campagne, [Jean Willaume](#) jette l'éponge en septembre 1986 pour laisser place nette à l'arrivée de [Daniel Hechter](#), non sans passer par une énième période de transition assumée par un [André Bord](#) qu'on imagine très bien savourer sa revanche tel un docteur Gang caressant son chat.

Ever Fallen In Love (With Someone You Shouldn't've)

La séquence Hechter marque un nouvel élargissement géographique à l'échelle des dirigeants du Racing puisque pour la première fois on sollicite quelqu'un "de l'intérieur", parisien qui plus est. Les événements de 1986 présentent à ce titre de grandes similitudes avec ceux de 1968. Dans les deux cas, on trouve un comité de gestion fragilisé par des résultats sportifs médiocres et ne bénéficiant pas d'une confiance excessive de la mairie pour assurer ses fins de mois. Dans les deux cas, un comité ou une association de "renouveau" fait pression à grand renfort de réunions et de campagnes de presse pour qu'au final on aboutisse à une prise de contrôle par l'extérieur. En 1968, on s'était arrêté à Imbsheim chez [Alfred Wenger](#). Cette fois c'est avenue Hoche qu'on va chercher un homme fort qui sera néanmoins toujours prisonnier des conditions de son arrivée. En faisant le bilan des présidences non alsaciennes du Racing (Hechter, Proisy, Hilali), certains ont trop souvent recours à une trame simpliste opposant des dirigeants extérieurs à un environnement local globalement coalisé. Selon l'angle adopté, on fustige au choix l'esprit de clocher - pour ne pas dire la xénophobie - des Alsaciens ou au contraire l'arrogance de personnages obtus qui n'auraient pas su rassembler et comprendre les spécificités de la région. C'est oublier que les pièces rapportées l'ont toujours été suite à des dissensions internes, parfois picrocholines mais 100% locales. C'est patent dans le cas d'Hechter, instrument de l'énième réplique du séisme Bord/Gress, comme ça l'est dans le cas d'un [Philippe Ginestet](#) missionnant de façon obscure un avocat suisse peu recommandable pour revendre le club sans avoir à passer par d'anciens partenaires avec lesquels il était à couteaux tirés.

Autres traits communs aux trois présidences susnommées, elles ont toujours trouvé des relais locaux, certes de qualité variable, pour accompagner, justifier et vendre leur démarche. Dans le cas de [Daniel Hechter](#) il s'agit d'une nouvelle génération incarnée notamment par [Patrick Spielmann](#) ou [Pierre Kubel](#), mais aussi de [Jean Wendling](#) un peu plus tard. Le couturier imposera certains changements dans l'air du temps (marketing, loges) mais se montre trop brutal dans sa volonté de faire table rase d'un environnement qui n'avait, il est vrai, pas vraiment fait la preuve de son dynamisme récent. Le péché originel est le limogeage de [Francis Piasecki](#) au profit de [Robert Herbin](#), organisé en marge du mariage de l'influent Jacques Vendroux. Evoquant ses souvenirs de l'époque dans le cadre d'un [documentaire de France Culture](#), le docteur [Dany Eberhardt](#) semblait encore en garder gros sur le cœur plus de vingt ans après.

Cette période 1986-1989 marque une nouvelle explosion des dépenses, Hechter ayant bien plus financé ses projets par la subvention municipale que par ses deniers personnels. Les sommes en jeu donnent le tournis (plusieurs dizaines de millions de francs) et cadrent assez mal avec le régime juridique très léger en place, puisque le Racing reste à cette époque un club omnisports associatif. La municipalité Rudloff a financé à fonds perdus et dans des circonstances peu claires un club professionnel qui pratique par ailleurs un agaçant yoyo sportif : remontée en 1988 pour la première saison complète de la nouvelle équipe, suivie directement par une nouvelle relégation imputable à des choix sportifs très discutables, l'excellent libero [Juan Ernesto Simon](#) ayant été notamment éconduit pour permettre l'arrivée du fantomatique et coûteux meneur de jeu [Pita](#). Jamais le Racing n'avait passé deux ans de suite en deuxième division, jamais il n'était redescendu illico après une montée et jamais il n'a brûlé autant d'argent public. Si on est opposant politique c'est un bon canevas. Ça tombe bien, il y a des élections prévues.

A Town called malice

Pour bien comprendre 1989 à Strasbourg, il faut d'abord parler de 1988 en France et d'un ancien scout protestant répondant au totem d'Hamster érudit. En deux ans de cohabitation houleuse, émaillée par certains épisodes brutaux du type Ouvéa ou Malik Oussekiné, la droite décomplexée façon RPR n'a pas vraiment rassuré le bon peuple centriste. Le parti socialiste, empêtré dans l'affaire Urba, n'en bénéficie pour autant que marginalement même si François Mitterrand se complaît finalement pas si mal dans une Cinquième République qu'il a fustigé à sa création. Il y a donc un espace politique à prendre. Un temps promis à Raymond Barre, il sera finalement occupé par une alliance de raison entre le président et son vieil ennemi Michel Rocard, tandis qu'en sous-main Giscard oscille entre ses deux anciens premiers ministres et n'est pas si mécontent de voir qu'aucun des deux n'emporte la timbale.

C'est le moment Rocard et ses partisans en profitent. Éphémère secrétaire d'Etat, Catherine Trautmann fait oublier sa défaite aux législatives en écartant l'hypothèse Théo Braun puis en évinçant l'opposant historique Jean Oehler après moult péripéties qu'il serait fastidieux de conter ici. En face, le maire sortant part favori mais doit se dépêtrer d'une énième liste dissidente menée par... [André Bord](#). On ne se refait pas. La montée en puissance des écologistes et du Front national complique encore la donne et débouche sur une inédite quadrangulaire alors que l'élection précédente avait été soldée dès le premier tour. Dans une campagne dominée par la question des transports c'est l'option tram qui l'emporte de peu sur le VAL. Une femme de moins de quarante ans accède pour la première fois à la tête d'une grande métropole française. Au même moment, le Racing finit piteusement sa saison. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que le nouveau pouvoir va inévitablement vouloir changer les choses.

Ce changement doit prendre les traits d'une société d'économie mixte (SEM), bien dans l'air du temps et d'une certaine façon conforme aux canons de la technocratie deuxième gauche. Le fond est difficilement attaquant : quitte à financer à grand renfort d'argent public, autant avoir une part du capital et une place de choix au comité. La mise en oeuvre va être plus compliquée. Pas forcément en pointe sur le sujet football, la nouvelle édile laisse le soin à deux de ses adjoints de débarquer [Daniel Hechter](#) en janvier 1990, ils s'appellent Roland Ries et Robert Herrmann. S'ensuit une nouvelle période de transition de plusieurs mois. Si vous avez bien suivi les épisodes précédents, vous devinez qui a expédié les affaires courantes au titre de l'omnisports pendant ce laps de temps.

Pour monter la SEM il faut transformer les créances de la mairie en part du capital. Il faut par ailleurs trouver des acteurs privés qui acceptent de prendre les 50,1% restants pour préserver l'équilibre prévu par la loi. La première partie du plan est exécutée non sans acrobaties comptables et une assignation en règlement judiciaire en mai 1990 - le premier et méconnu dépôt de bilan du Racing. La manœuvre est assortie d'une rumeur tenace. Opposés à Nice en barrages pour remonter dans l'élite, les Strasbourgeois sont brillamment victorieux à l'aller avant de s'effondrer de façon difficilement explicable face à Robby Langers et ses partenaires au retour. On se demande s'il n'ont pas balancé le match et il est question d'une réunion dans le bureau de Roland Ries. Évidemment impossible à accréditer ici, mais au-delà du flou général autour du RCS de l'époque, le fait que ses actifs n'augmentent pas brutalement par la grâce d'une montée en première division n'était pas forcément une mauvaise affaire pour la mairie au moment où celle-ci faisait valoir ses droits de créancier auprès de l'administrateur judiciaire.

La deuxième partie du plan sera encore plus compliquée. Pour constituer le pendant à la municipalité on assemble un aréopage une nouvelle fois assez baroque où l'on retrouve notamment un rescapé de l'ère Hechter ([Jean Wendling](#)), un entrepreneur ami de Robert Herrmann ([Jacky Kientz](#)), deux revenants du comité Léopold ([Nicolas Wiltberger](#) et [René Maechler](#)), l'inoxydable [Emile Stahl](#) ainsi qu'un certain [Egon Gindorf](#). Tous ces messieurs engagent un petit pécule personnel dans l'optique du retour de celui qui doit cimenter ce projet, la figure charismatique qui va enfin rallumer la flamme : [Gilbert Gress](#) va faire son grand retour pour la saison 1991/1992.

Au début tout va bien, ou presque. Gress remplit - enfin ! - la Meinau, le public vibre, contre Bordeaux et surtout Rennes, et le Racing confirme la saison suivante qu'il est cette fois bien de retour en première division. Mais comme souvent le succès aiguise les appétits et nombreux sont ceux qui pensent que la grenouille devrait se faire encore un peu plus grosse. Au premier rang on trouve l'entraîneur, pour qui le Racing manque d'ambition. Schilles s'offusque du départ de [José Cobos](#) et ne gêne pas pour prendre à partie ses dirigeants de façon publique. Le cocktail est d'autant plus détonant qu'une certaine vacance du pouvoir existe. Empêtré dans des ennuis judiciaires, [Jacky Kientz](#) a dû démissionner de la présidence à l'automne 1992. Le bâton de maréchal devrait logiquement échoir à [Emile Stahl](#) mais celui-ci reste fidèle à ses habitudes en préférant rester dans l'ombre. Va donc pour [Jean Wendling](#), homme respectable mais pas forcément le mieux armé pour gérer un conflit permanent avec le volcanique technicien. Le résultat ne se fait guère attendre : Stahl part en juin 1993 et [Jean Wendling](#) le suit en mars 1994, en conseillant ouvertement à [Gilbert Gress](#) de gérer lui-même le club s'il se sent si fort. Et au milieu de tout ça le charismatique entraîneur se trouve en fin de contrat au sortir d'une saison nettement moins enthousiasmante que les précédentes (13ème).

Le montage imaginé par la municipalité n'aura donc pas duré cinq ans avant de terminer à nouveau par un divorce avec fracas. Catherine Trautmann va cette fois prendre elle-même les choses en main et convoquer le président du Sporting Schiltigheim [Roland Weller](#) pour lui refiler le bébé. Weller refuse une première fois avant de souvenir qu'il est un fournisseur de premier rang de la collectivité et qu'il serait malvenu de trop mécontenter celle-ci. Bon négociateur, il obtient toutefois en échange les pleins pouvoirs en créant un comité *ex nihilo*, donc purgé des rancœurs du passé, et en s'assurant le maintien de l'abondant financement municipal. On imagine que [Jean Willaume](#) aurait bavé devant de telles conditions. Weller parachève sa prise de pouvoir en prenant le risque de laisser [Gilbert Gress](#) s'en aller. Cette relative stabilité va être fructueuse pour le Racing. Après avoir soldé l'échec du recrutement de [Daniel Jeandupeux](#), le club retrouve l'atmosphère des finales au Parc des Princes, et surtout de la coupe d'Europe. Il met ainsi définitivement derrière lui les pénibles années 1980.

Dans cet intervalle, la mairie va prendre trois décisions cruciales qui font aujourd'hui encore beaucoup jaser et concluent la saga du microcosme. Elle va refuser la perche tendue par le comité d'organisation du Mondial 1998 pour rénover la Meinau, décider de privatiser le Racing et le confier au groupe IMG Mac Cormack de [Patrick Proisy](#) plutôt qu'à Weller. La pertinence de ces choix a été très abondamment discutée mais souvent avec un accent anachronique - impossible par exemple d'anticiper en 1994 l'immense élan populaire accompagnant la victoire des Bleus en 1998. Pour vraiment les comprendre, il faut resituer le contexte.

Le stade tout d'abord est une authentique réussite architecturale, mais il a été très vite rendu démodé par la forte restriction des places debout consécutive aux drames du Heysel et de Hillsborough. Lorsqu'il accueille le Milan AC en coupe UEFA, le Racing doit ainsi limiter la capacité à 26.000 personnes, soit à peine plus de la moitié de la jauge maximale qui avait été évoquée pendant l'inauguration. De manière générale on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup fait le plein depuis son inauguration, malgré un bond entre 1991 et 1993. Il faudrait donc prévoir à nouveau des travaux de grande envergure pour un équipement sous-exploité qui a tout juste dix ans et à un moment où la ville est déjà enqagée dans le grand chantier du tramway. L'exécutif municipal se fera dès lors fort de gonfler le montant

de la facture prévisionnelle - 150 MF sont évoqués - pour l'opposer aux desseins du comité d'organisation de [Michel Platini](#), lequel souhaitait ardemment une implantation dans l'Est. Aucun accord n'est trouvé et, en 1994, la décision est prise : la coupe du monde ne viendra pas à Strasbourg. Les amateurs de football s'en émeuvent mais l'électorat reste de marbre. Aux municipales 1995, Catherine Trautmann est réélue triomphalement au premier tour en écrasant Philippe Richert. Elle s'est au passage évitée, dans son rapport au Racing, la pesanteur d'un nouveau stade qu'avait subie de plein fouet son prédécesseur Rudloff.

La privatisation enclenchée à l'orée du second mandat est plus univoque, notamment parce qu'elle était prévue par la loi. Elle découle aussi en partie de cette marge de manœuvre en l'absence de travaux du stade. Elle répond enfin à une certaine logique, le sport professionnel a pris une telle dimension financière que son financement par les collectivités n'a plus aucun sens en des temps de vaches maigres. Par ailleurs, [Roland Weller](#) a plutôt bien rempli sa mission et le Racing est globalement *bankable* en 1997. Il réalise même une très bonne saison avec des jeunes joueurs après s'être délesté de ses coûteuses stars à l'intersaison précédente. Voilà qui devrait aiguïser les appétits, mais quand ils s'agit de monter un dossier il n'y a au final pas grand monde. On trouve d'un côté l'équipe sortant autour de [Roland Weller](#) et de l'autre une multinationale spécialisée dans les droits sportifs basée à Cleveland et représentée en France par [Patrick Proisy](#). Pas de représentants du microcosme dans tout ça, il faut dire qu'ils ont passé près de vingt ans à s'étriper via toutes les combinaisons possibles et qu'il est dès lors difficile de trouver des alliés fiables.

Catherine Trautmann et ses adjoints vont faire un choix qui est aujourd'hui unanimement jugé catastrophique en confiant le Racing à IMG Mac Cormack, entreprise qui ne connaissait pas grand chose au football, encore moins à la gestion d'un club et qui se trouvait là surtout suite à son échec préalable dans la reprise de l'Olympique de Marseille. [Patrick Proisy](#) et ses sbires vont immédiatement entrer en conflit avec l'environnement local pour le rachat des parts privées puis procéder à une violente purge en interne avant de se distinguer par une accumulation de décisions calamiteuses, d'erreurs de casting et de pratiques louches qui se sont soldées par un procès en correctionnelle il y a deux ans. Difficile de comprendre avec des lunettes de 2019 pourquoi on a confié le RCS à de tels personnages plutôt qu'au président qui venait enfin de le sortir de l'ornière. Mais si on fait un effort pour se remettre dans le contexte, la chose devient plus lisible et les sempiternelles divisions au sein du microcosme ont forcément joué. En 1997 le tableau local n'était guère engageant pour des décideurs qui avaient assisté, mais aussi pris part, à un conflit quasi permanent depuis qu'[André Bord](#) s'était mêlé du club à la fin de son aventure ministérielle. Confier le Racing à un investisseur étranger c'était le sortir de l'arène et se prémunir contre toute tentative de l'utiliser à nouveau comme un objet politique. C'était en rigueur de termes une vraie privatisation. [Roland Weller](#) avait certes pour lui un excellent bilan mais encore très récent. Or, beaucoup de projets un temps reluisants s'étaient révélés construits sur du sable, à commencer par celui de [Daniel Hechter](#) qui avait plus que tout autre appelé la municipalité à la rescousse. Force est de constater que le groupe IMG a effectivement engagé, dilapidé même, ses propres millions dans le Racing, dans des proportions qui n'auraient pas forcément été accessibles à [Roland Weller](#).

Cette année 1997 clôt donc l'épopée du microcosme politico-sportif autour du Racing. Si le terme a été convoqué maintes fois depuis c'était de façon quelque peu impropre pour décrire des dissensions plus classiques entre dirigeants qui sont le lot de quasiment tous les clubs professionnels et n'avaient que peu de lien avec la scène politique locale. Les acteurs ont néanmoins fait quelques rappels, par exemple en décembre 2009 quand fut annoncée la cession des parts de [Philippe Ginestet](#) à [Roman Loban](#) et "Monsieur Jafar". Ayant pour beaucoup gardé une action symbolique depuis l'époque de la SEM, ils étaient en droit d'assister à l'assemblée générale extraordinaire convoquée dans l'urgence et ne se privèrent pas de déverser [un peu de fiel](#) à la sortie. [Marc Keller](#) a eu plus de chance, la liquidation a provoqué un changement d'entité juridique et le président peut dès lors plus facilement garder le couvercle sur les chicayas au profit d'un discours lénifiant tenu auprès d'une presse acquise à sa cause. C'est aussi ça "l'ADN" de la nouvelle "Génération Racing". Plus pro, pas moins cynique mais carrément moins romanesque. Sans doute plus efficace aussi.

Merci à [@filipe](#) pour la fourniture de l'image illustrant l'article.

strohteam